

Une vérité falsifiée

**A propos du livre
d'Yves LENOIR
"La vérité sur l'effet de
serre. Le dossier d'une
manipulation planétaire"**

Paris, La Découverte,
(Coll. "Science et société"),
novembre 1992

par Olivier Godard*

* Chercheur au CNRS
Centre International de
Recherche sur
l'Environnement et le
Développement (CIRED)

Il y a des gens qui soupçonnent volontiers, à l'arrière-plan de la scène socio-économique, la présence d'une grande manipulation, d'un grand complot, ourdis à l'abri du secret par une coalition de grands intérêts menaçant la démocratie. Entonnant alors le grand air du dévoilement de la vérité cachée par les détenteurs du pouvoir, ils livrent à un public friand le récit de leur combat de chevalier blanc seul contre les puissants. Yves Lenoir (Y.L.) semble vouloir se ranger parmi ceux-là. Après avoir dénoncé la manipulation nucléaire, il nous offre aujourd'hui la dénonciation d'une supposée manipulation planétaire autour du thème du changement climatique.

Mais, trait original, l'auteur, ingénieur en mathématiques appliquées, entend situer sa dénonciation sur le terrain sérieux de la science. C'est donc sur ce terrain qu'on se placera en s'intéressant au dispositif de preuves mis en avant par l'auteur pour établir sa "vérité".

Annonçons la couleur. Malgré la qualité du style, le niveau d'approfondissement donné à certaines questions, la qualité ponctuelle de telle ou telle information ou de tel ou tel argument, le procès intenté fleure l'affaire fabriquée. Y.L. recourt en effet à des procédés comme : l'attribution à ceux qu'il dénonce de propositions qu'ils ne tiennent pas; la confusion de l'accessoire et du principal et le mélange des domaines de pertinence des conclusions; l'amalgame (entre scientifiques, organisations écologistes, médias et "technocratie"); l'imputation d'intentions, de projets ou de positions imaginaires à des acteurs ou des instances aux contours bien

incertains; les déplacements subreptices du terrain de l'argumentation scientifique à celui du terrain socio-politique.

C'est finalement par le mélange du faux et du vrai qu'est construite de manière factice la thèse d'une "manipulation planétaire", ce qui rend encore plus insupportable la prétention du titre de l'ouvrage : "la vérité sur l'effet de serre".

Ce mélange du faux et du vrai ressort des principales thèses de l'ouvrage, qui me semblent être les suivantes¹ :

1. Ce qui est donné publiquement comme le résultat de l'expertise internationale n'est qu'une imposture scientifique, car :

a) les variations de gaz à effet de serre n'expliquent pas les changements climatiques passés;

b) la fixation sur le CO₂ est doublement injustifiée : en tant que vecteur potentiel d'un changement climatique, en tant que principal contributeur relatif au côté d'autres gaz à effet de serre comme le CH₄ (les scientifiques du climat auraient sciemment commis une erreur évidente de calcul pour aboutir à une durée de vie moyenne du CO₂ dans l'atmosphère de 120 ans, alors que l'auteur estime cette durée à 40 ou 50 ans).

2. L'expertise scientifique officielle est partie prenante d'une coalition d'intérêts comprenant notamment la haute technocratie, les grandes organisations écologistes, les mouvements et organisations défendant la maîtrise de l'énergie. Cette coalition est à l'origine de la création artificielle du problème du risque climatique et du catastrophisme

ambiant depuis la Conférence de Villach en octobre 1985; elle a mis la main sur l'IPCC (instance d'expertise intergouvernementale mise en place dans le cadre de l'ONU).

3. Cette coalition d'inspiration totalisante veut, en dehors de tout contrôle démocratique et au nom d'une rhétorique sécuritaire secrétariats dans le "principe de précaution", imposer un pseudo-consensus faisant du CO₂ et de l'usage de l'énergie fossile des boucs émissaires de la catastrophe annoncée (à cette fin, elle ne retient dans ses modèles que les rétroactions positives qui amplifient l'impact climatique, et délaisse systématiquement les rétroactions négatives). Elle récuse tout débat et toute critique scientifique externe.

4. Le lobby du changement climatique est en passe de prendre le relais (en récupérant infrastructures, savoir-faire et modèles institutionnels) de celui du nucléaire afin d'asseoir la domination des intérêts de la science appliquée sur la société. La démocratie serait en danger d'étouffement par cette nouvelle technocratie climatique.

L'attaque est violente. Le lecteur est en droit d'attendre qu'elle s'appuie sur la réalisation d'une enquête minutieuse sur le fonctionnement des instances internationales en cause, sur la manière dont les expertises sont réalisées, sur les jeux d'intérêts qui se sont greffés dessus ou qui ont tenté de le faire, etc. Il n'en est rien : à titre de preuves d'assertions définitives, le lecteur n'a droit qu'à quelques anecdotes périphériques ou erronées.

La partie la mieux informée concerne donc le dossier scientifique lui-même. Ce qui ne veut pas dire

qu'elle permette de tirer des conclusions nettes et qu'elle évite les présentations biaisées. Mais ce n'est pas sur ce terrain des énoncés scientifiques que se joue l'essentiel de la thèse de l'auteur. Ce porte-à-faux est à l'origine de la faiblesse du pamphlet : la discussion proprement scientifique (sur le rôle des océans, sur le manque de robustesse des modèles, etc.) ne permet pas, en elle-même, de donner de la consistance à la thèse de la manipulation planétaire...

Apportons maintenant les preuves de ce que nous avançons. Nous nous appuyons notamment pour ce faire sur le texte de présentation (*executive summary*) du rapport *L'effet de serre et ses conséquences climatiques. Evaluation scientifique*, publié en octobre 1990 par l'Académie des sciences (Rapport 25) (AS25). La référence à ce texte présente à nos yeux un grand intérêt :

a) la publication de ce rapport est bien antérieure à la rédaction du livre d'Y.L., qui ne peut donc en ignorer le contenu, même s'il ne s'y réfère à aucun moment;

b) répondant à une demande du gouvernement français, ce rapport engage une institution académique prestigieuse et ne résulte pas de la seule prise de position de tel ou tel individu;

c) c'est dans les textes de présentation de ce type (*executive summary*) que tendent à se loger de façon privilégiée les dérives ou biais éventuels dans la présentation des résultats scientifiques à l'intention des décideurs et de l'opinion;

d) ce texte de présentation a été rédigé par M. Dautray, membre de l'Académie des sciences mais aussi

directeur scientifique du CEA, c'est à dire un membre éminent de cette technocratie nucléaire française dont Y.L. dénonce la participation à la tentative de manipulation planétaire autour du climat.

1. Des attributions erronées, alimentant une critique artificielle

Le procédé le plus fréquemment utilisé par Y.L. consiste à imputer à la science officielle qu'il combat des positions qu'elle ne défend pas. En voici les principaux exemples

Le climat s'est déjà réchauffé

Dans un premier chapitre, Y.L. entend mettre en cause "la cohérence d'ensemble de la proposition de départ" attribuée à ses ennemis : "le climat s'est déjà réchauffé à cause de l'augmentation de l'effet de serre" (p. 22). Mais cette proposition n'est pas celle tenue par l'AS25, qui précise (p. 10) : "Il n'existe pas aujourd'hui de consensus dans la communauté scientifique pour constater une hausse notable de température (et un changement climatique)."

La durée de vie moyenne du CO₂ est de 120 ans

La question de la durée de vie moyenne du CO₂ joue un rôle central dans l'argumentation d'Y.L. Les scientifiques auraient forcé les choses pour arriver à une valeur de 120 ans et cette valeur serait décisive pour assurer "la cohérence du modèle politico-scientifique de la relation entre gaz carbonique, effet de serre et changement climatique" (p. 104). Dans le tableau 1 (p. 5)



Une vérité falsifiée

donné par AS25, la valeur donnée est "entre 50 et 200", avec en note la précision suivante : "Cet écart est notamment lié aux incertitudes sur le cycle biogéochimique du CO₂"... Alors ?

De toute façon, l'adoption de la valeur de 50 ans ne bouleverse pas la structure des problèmes d'action pour les décennies à venir, pour trois raisons :

- Comme le note Y.L. lui-même dans la note 14, la stabilisation de la concentration atmosphérique du CO₂ demanderait quand même une réduction de 30 à 40 % des émissions au lieu d'une réduction de 60 à 80 % pour une valeur de 120 ans. Or la question à l'ordre du jour immédiat est l'éventuelle mise en oeuvre d'une politique visant pour 2000 une stabilisation des émissions (et pas des concentrations !) à leur niveau de 1990. C'est cette référence qui anime la politique communautaire européenne et qui a été retenue dans la convention de Rio sur le climat.

- En comparant les poids relatifs des gaz sur une durée de vingt ans, sur la base des niveaux respectifs d'émission en 1990, le CO₂ représente encore 46 % et le méthane 33 %, au lieu de 61 % et 15 % respectivement pour une comparaison intégrée sur 100 ans : en tout état de cause le CO₂ demeure incontournable.

- Savoir sur quels gaz il convient de mettre l'accent dans une première étape est affaire d'évaluation économique et d'appréciation des conditions pratiques d'organisation de l'action pour chaque gaz et ne peut pas être déduit de la seule comparaison physique des potentiels d'échauffement respectifs des gaz en cause, même s'il s'agit là d'une information importante.

Les variations des concentrations de gaz à effet de serre expliquent les changements climatiques passés

Abordant l'explication des changements climatiques passés, Y.L. feint de croire que la science officielle attribue exclusivement de tels changements aux gaz à effet de serre. Or AS25 attribue ces changements aux variations périodiques de la position de la Terre par rapport au Soleil (...) et ajoute "Ces variations d'origine astronomique agiraient indirectement sur les variations de teneur en CO₂ de l'atmosphère par le biais de la solubilité du CO₂ dans les océans, qui dépend de la température, et en fait, par celui de tout le cycle du carbone et des processus de rétroactions internes du climat. A leur tour, les changements de concentration des gaz à effet de serre contribuent à l'amplitude des variations de température observées." On voit que la concentration de gaz à effet de serre n'intervient que comme un facteur d'amplification d'un changement déclenché, dans le passé, par d'autres causes. Pourquoi alors Y.L. monte-t-il sur ses grands chevaux pour énoncer p. 70 : "Nous savons qu'il est malhonnête de présenter le gaz carbonique et le méthane, naturellement émis et recyclés par et dans la biosphère, comme des moteurs des changements climatiques passés". Puisque

la science officielle n'adopte pas la présentation incriminée, l'effet attendu de cette phrase ne peut être que le suivant : donner à penser au lecteur ignorant que la science officielle professe une erreur, qu'elle est malhonnête et qu'heureusement Y.L. est là pour établir la vérité...

Les indices de Potentiel d'Echauffement Global forment un système solide et complet

Une des cibles privilégiées de la critique de Y.L. est le choix de l'IPCC de présenter dans son rapport de 1990 des indices de *Potentiel d'échauffement global* (GWP en anglais) assurant une équivalence générale des gaz à effet de serre. Ces indices résultent de la combinaison du pouvoir radiatif instantané et de la durée de vie atmosphérique supposée des gaz. Y.L. voit une erreur dans le fait d'adopter la référence au gaz carbonique pour calculer ces potentiels d'échauffement, en raison de la spécificité et de la complexité du cycle du carbone. Soit, mais il ajoute (p. 100) : "L'erreur - mais en est-ce vraiment une, et pas plutôt une manipulation sciemment soupe sée ?". Le calcul de ces indices soulève effectivement de nombreux problèmes, mais le procès d'intention de manipulation n'est pas de mise.

En effet, le souci de vérité d'Y.L. aurait dû le conduire à faire état de la position adoptée par l'IPCC dans l'additif à son rapport publié en février 1992. Cette position consiste en ceci : refus de donner un tableau d'équivalence entre gaz qui prétendrait intégrer les effets indirects résultant de rétroactions diverses; avertissement formulé en forme d'autocritique sur les indices donnés dans le rapport de 1990 : ils "sont vraisemblablement entachés

d'une erreur substantielle et aucun ne peut être recommandé".

Y.L. justifie sa thèse d'une manipulation en s'appuyant sur une lettre d'un membre des Amis de la terre anglais expliquant (p. 105) qu'il aurait été décidé, lors d'un Séminaire de l'IPCC en juillet 1992, de s'en tenir à la référence "gaz carbonique" "*parce que les GWP constituent essentiellement un outil politique plutôt qu'un outil scientifique*". Le recours à cette "preuve" pose deux problèmes :

- En la présentant comme une expression de l'IPCC, Y.L. donne à croire que cette instance est aux mains d'organisations écologistes qui en seraient alors les porte-parole naturels. Or l'IPCC est une instance intergouvernementale; il est alors important de distinguer les expressions et procédures officielles de cette instance (sessions plénières générales de discussion et d'approbation de textes), et les manifestations diverses plus ou moins informelles que l'IPCC organise ou couvre afin de stimuler la réflexion et la discussion avec les divers partenaires de l'action, parmi lesquels il y a les organisations écologistes. Ceci dit, Y.L. a raison de soulever le problème posé par le rôle qu'ont réussi à se ménager les organisations écologistes (et d'autres ONG, d'ailleurs) auprès des instances internationales communautaires et onusiennes, alors qu'elles ne sont en elles-mêmes garantes ni de scientificité ni de démocratie. Mais en cette matière aussi, le procès d'intention ne suffit pas pour étayer la thèse de l'emprise.

- L'interprétation du contenu de cette lettre peut donner lieu à un contresens, habilement exploité par Y.L., sur le terme "politique" : l'anglais distingue "*policy*" and "*politics*";

"*policy*" qualifie ce qui relève de l'action, en particulier de l'action publique, sans qu'il y ait là une connotation politique. Et il est vrai que l'élaboration des indices de GWP ne répond pas à une logique de progression des connaissances fondamentales. Fort légitimement, elle s'inscrit dans une démarche "*policy-oriented*" préparant les conditions d'une action rationnelle.² Mais cela ne signifie pas que cette démarche soit par principe contraire à la science ! Il n'y avait rien d'honteux à l'avoir tenté, ni à reconnaître deux ans plus tard que les connaissances disponibles ne permettaient pas encore de faire aboutir ce projet ou d'accorder une grande valeur aux équivalences proposées.

L'incertitude implique "d'arrêter"

La dernière section du chapitre 2 est chapeautée d'un titre provoquant : "Grande première historique : puisqu'on ne sait pas où l'on va, alors on s'arrête" (p. 70). Ce titre donne à entendre que telle est la position dominante ou majoritaire qui émane de la coalition du "lobby climatique". Mais, le texte qui suit ce chapeau, où l'on parle essentiellement de voitures et d'avions métaphoriques et aucunement des propositions stratégiques faites par diverses instances, n'étaye pas cette assertion dont on se demande bien où l'auteur est allé la chercher : personne, parmi les responsables politiques, la "technocratie" ou la science officielle ne propose "d'arrêter". Par exemple AS25 se conclut seulement sur la nécessité d'engager dès maintenant des actions de prévention et d'adaptation, à mener avec la plus grande "*vigilance et la plus grande énergie de mise en train des efforts*" (p. 16). Plus généralement, le débat international est aujourd'hui structuré autour de notions comme les "stratégies sans regrets",

englobant les actions qui ont d'autres justifications que la prévention du risque climatique, et le "principe de précaution" qui va audelà en justifiant aussi l'engagement d'un volet d'actions impliquant un coût net modéré.

2. Une exagération factice

Effet d'écriture qui n'est pas innocent, l'auteur emploie souvent des formules vraiment exagérées. En voici quelques exemples. Il dénonce (p. 16) le passage sans transition d'un *overkill* nucléaire à un *overconcern* écologique focalisé sur l'effet de serre. Quelle est la base factuelle de ce parallélisme postulant deux excès de même ampleur ? En fait, Y.L. note beaucoup plus loin (p. 155) : "A ce jour l'alerte à l'effet de serre n'a guère dépassé le stade d'un phénomène médiatique."

Epinglons aussi des formules comme cet "*inconscient collectif chauffé à blanc par le catastrophisme millénariste*" (p. 90) ou la certitude du succès de la rhétorique sécuritaire (p. 131) ou "*l'impressionnant regroupement de forces exigeant la subordination de la production et de la consommation à des critères de qualité climatique*" (p. 139).

Faux parallélisme et effets de style convergent ici pour accréditer de façon purement factice la thèse de la manipulation.

3. Des erreurs factuelles bien gênantes

Deux anecdotes sont citées à l'appui de ses dires par Y.L. qui leur confère d'ailleurs une signification particulière. La première, selon l'auteur, est la participation du Président

Une vérité falsifiée

Mitterrand à la Conférence Mondiale de l'Energie tenue à Montréal en 1988. Y.L. commente : *“nous voyons dans cette intrusion du plus électronucléophile des chefs d'Etat dans un monde énergétique enfiévré par l'effet de serre l'un des moments forts de la transmission du relais de l'atome au climat. La présence du président en ce moment historique manifeste la volonté de la haute administration française de jouer à fond la stratégie anti-effet de serre et, sur le plan intérieur, de s'aliéner les bonnes grâces des écologistes”*. Mais il y a deux problèmes : la CME s'est tenue à Montréal en septembre 1989 et le Président Mitterrand n'y est pas allé ! De plus, il y a certainement beaucoup plus de gens dans la haute administration française et parmi les responsables industriels à s'inquiéter des conséquences que pourraient avoir des mesures de prévention du risque climatique que de gens à vouloir jouer à fond la carte de l'effet de serre...

La deuxième anecdote concerne le refus de discussion qu'auraient manifesté les représentants de l'IPCC à l'encontre d'un membre de l'association écologiste Bulle Bleue lors d'une Conférence de l'IPCC tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 lors du Sommet de la Terre. Et Y.L. de conclure la narration de cette anecdote (p. 158) : *“pas de débat possible : il est clair que tout est verrouillé du point de vue scientifique, du moins en public...”*. Cette anecdote pose un problème : parmi

les différentes manifestations entourant la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de Rio, il n'y a pas eu de Conférence de l'IPCC !

4. Acteurs fantômes et intentions imaginaires

Comme dans ces romans historiques qui plaisent au public, l'imagination prend souvent, chez Y.L., le relais de l'analyse des faits et gestes des acteurs concrets. On y manie des catégories abstraites supposées exprimer des essences à l'oeuvre. Il y aurait ainsi un lobby climatique, comme il y a eu un lobby nucléaire. *“La nature de leur projet est identique : totalisante. La science atomique se proposait de révolutionner la société industrielle; la science climatique se propose de définir les normes de gestion de la planète.”* (p. 133). On aurait affaire à *“des instances technocratiques qui se sont arrogé ou ont reçu la mission de réaliser l'interface entre les sphères de la science et de la politique”* (p. 16). Agiraient dans l'ombre les *“conditionneurs d'opinion publique”*, dont la mission est : *“ignorer et balayer doutes et critiques, faire croire au consensus”* (p. 72). Ces instances aux contours incertains ont cependant des intentions très précises : *“le choix d'un gaz de référence répond au souci très clairement exprimé par les milieux intermédiaires entre la sphère de la recherche et la sphère politico-opinion publique de simplifier le message pour forcer l'intérêt et obtenir des décisions”* (p. 91). *“Ce sont eux qui ont façonné et imposé la présentation en équivalent gaz carbonique, et avec succès”*. Cependant, Y.L. met en cause plus loin les organisations écologistes prêtes à se saisir de toute argumentation d'allure

scientifique conforme à leur stratégie et tout particulièrement le *Climate Action Network* qui a refusé de suivre Y.L. dans ses mises en cause (ce serait donc eux la technocratie ?) ou bien la *“science appliquée”*, qui *“a su se constituer un des attributs majeurs de toute religion universelle : une hiérarchie de prêtres, seuls autorisés à dire la vérité”*. Affirmant l'héritage et la continuation des aventures atomique et spatiale dans le domaine climatique, Y.L. ne peut d'ailleurs s'empêcher d'estimer que *“le passage du témoin intervient trop à propos pour n'avoir pas été préparé de longue date par des convergences d'intérêt et de projet.”*

5. Des énonciations prenant, par la dérision, une valeur apparente de dénonciation

Dans une section de quelques pages (pp. 130–133), Y.L. entreprend de démonter les recettes de la constitution des pseudo-consensus qui permettraient à la science appliquée d'acquérir autonomie et emprise sur la société. A cette fin, il présente avec ce qu'il faut de distanciation et de dérision les principaux arguments généralement avancés pour construire une stratégie rationnelle d'action face à des problèmes comme celui du risque climatique. A aucun moment, ces arguments ne sont pris au sérieux, discutés et évalués pour eux-mêmes. Ces thèmes, quels sont-ils ? La durée requise pour développer les connaissances et conduire une action de longue haleine, quand les perspectives de rentabilisation économique sont lointaines ou inexistantes; la structure du pari de Pascal face à des risques majeurs; une approche en termes de sécurité s'exprimant

par exemple dans le “principe de précaution”; la détermination de jalons pour motiver l'action à court et moyen terme...

La seule alternative à laquelle l'auteur se réfère de manière centrale, mais sans expliciter le contenu qu'il lui donne, est la démocratie. A plusieurs moments, on a l'impression qu'elle se réduit pour lui à la critique de ce qu'il appelle les “institutions technocratiques” et à l'appel à des “contre-expertises”. Mais pense-t-il que la pratique démocratique puisse se passer d'une mise en forme rationnelle des problèmes d'action ? L'auteur prône-t-il vraiment que l'on abandonne toute référence au “principe de précaution” dans les divers domaines de la vie sociale et par exemple dans le domaine des choix énergétiques ? Que l'on fasse de la rentabilité marchande immédiate le seul critère de décision pour l'action publique ?

Le fait que des groupes d'intérêts en viennent à emprunter des postures stratégiques et des ressources conceptuelles et langagières comme celles qu'on vient d'évoquer ne suffit pas pour les récuser; il atteste au contraire de leur pertinence et de leur valeur sur le plan de la justification, puisqu'aussi bien le propre du faux est de chercher à se couler dans les habits du vrai. Mais si finalement les positions soutenues par des groupes d'intérêts passent au crible de la justification, il n'est pas fondé de les critiquer au motif des intérêts qui seraient en jeu : il n'y a pas d'action sans acteurs, ni d'acteurs sans formation de “visions du monde”, d'intérêts et de stratégies d'acteurs.

6. Un rôle auto-décerné de juge suprême de la valeur scientifique des énoncés

La candeur enfantine est parfois de mise pour dire tout haut que le roi est nu. Mais il ne suffit pas de jouer les candides pour faire que le roi soit nu.

Dans son rapport à la science, Y.L. se trouve dans une position paradoxale. D'un côté il dénonce en bloc son expression institutionnelle, avec la thèse de la manipulation exercée par la science *appliquée, qui est “une et n'a pas d'états d'âme”* (p. 126). De l'autre côté, il doit bien chercher à s'appuyer sur des éléments solides pour mener son combat. Tantôt, il va se référer à certains travaux scientifiques ou certaines disciplines qu'il oppose aux autres (les paléocéanographes contre les spécialistes de l'atmosphère, par exemple) et qu'il disculpe alors, sans qu'on sache trop pourquoi, de toute intention maligne. Tantôt il va en appeler à l'évidence, au bon sens, à la logique élémentaire, dont apparemment seraient soudainement démunis les éminents scientifiques qu'il critique. On apprend ainsi *“qu'il n'est pas besoin d'être un spécialiste de climatologie pour repérer les “anomalies” des courbes de Vostok et ne pas se satisfaire de la causalité `gaz carbonique, effet de serre` proposée par certains dans un contexte où leur intervention n'est à l'évidence pas seulement scientifique”* (p. 151). Ou encore *“Il y a pourtant un moyen très simple de se faire une idée de la manière dont le cycle complet du gaz carbonique élimine les émissions anthropiques (...)”* (p. 104), etc.

Peut-être Y.L. a-t-il finalement raison, peut-être a-t-il tort dans chacun de ces jugements. Mais la question n'est pas là. Intervenant dans des champs disciplinaires qui ne sont pas les siens et sur lesquels il n'a pas de compétence particulière, l'auteur, ingénieur en mathématiques appliquées, juge, tranche, propose, condamne ou donne les bons points aux uns et aux autres. S'il se trouvait dans une enceinte scientifique, il aurait à défendre vraiment ces positions sur le terrain scientifique en faisant montre des travaux les sous-tendant. Mais ici, il s'adresse directement à un large public non spécialisé bien incapable d'arbitrer par lui-même entre tous ces éléments. L'argumentation présentée n'est en fait pas suffisante pour que “l'honnête homme” soit en position d'adhérer ou d'objecter sur une base rationnelle. L'attitude du lecteur va donc dépendre d'une relation de confiance envers l'auteur ou de défiance partagée *a priori* envers la “science officielle” ou les “institutions technocratiques”. L'auteur recherche d'ailleurs cette connivence en tentant de désamorcer par avance, sur un terrain non scientifique, l'impact de la critique scientifique à laquelle il s'expose, en l'attribuant par avance à la malveillance de la coalition dénoncée et au refus systématique de la science appliquée d'accepter une critique qui ne viendrait pas de son sein : *“Jamais une Eglise n'acceptera une critique externe proférée par un non-initié, un hérétique ou un infidèle; et elle sait comment juguler les critiques venues de l'intérieur. Il en est ainsi de la science appliquée, qui ne cautionne que les informations autorisées produites en son sein”* (p. 133). On peut même augurer qu'il verra dans la réfutation de ses thèses par la science officielle le signe de leur validité...

Au total, la démarche d'Y.L. est perverse en ce qu'elle cherche d'un côté à valider la thèse de la manipulation par une critique scientifique qui ne peut pas être décisive sur ce point et, de l'autre côté, à accréditer ses positions scientifiques par le soupçon et l'accusation portés en bloc contre la "science appliquée" convoquée par la question climatique.

Le livre de Y.L. prétend oeuvrer à la démocratisation de la science. Du fait des procédés utilisés, il sape la crédibilité du projet affiché et, plus généralement, celle d'une démarche critique ouverte dont les milieux scientifiques ont pourtant besoin pour assurer la validation de leurs énoncés ou accepter la remise en cause de certaines de leurs routines, facilités ou déviations. Sur la question difficile du risque climatique, il ne contribue pas à améliorer la perception que peut avoir le public de la nature des enjeux soulevés, avec toutes ses incertitudes; au contraire il tend à brouiller davantage la question et, par la sollicitation démagogique du fantasme de la manipulation, à provoquer un repli de l'opinion sur ses croyances *a priori*. A ces deux titres, le livre de Y.L. est un livre néfaste.

Olivier Godard

1.- Cette sélection est de notre fait, l'auteur n'en proposant pas une récapitulation.

2.- En effet, si l'on pouvait définir une relation générale d'équivalence entre les gaz, il serait possible de concevoir un plan cohérent d'action optimisant les efforts à consacrer à chaque type de gaz, compte tenu de leur impact radiatif et des coûts marginaux attachés à l'action sur chacun d'eux.